Conclusions du Conseil européen des 29-30 octobre 2009 y inclus les mandat et attributions du Président du Conseil européen et du Haut Représentant pour la PESC ainsi que la structure de la nouvelle Commission

2009/2613(RSP) - 11/11/2009

En présence de la Présidence suédoise du Conseil et du Président de la Commission européenne, les députés européens ont débattu des questions concernant les personnalités pressenties pour les postes de Président du Conseil, de Haut représentant pour la politique étrangère et de commissaires européens.

Le Premier ministre suédois Fredrik Reinfeldt a annoncé qu'une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement se tiendrait le 19 novembre 2009 en vue de nommer le Président du Conseil européen, le Haut représentant et le Secrétaire général du Conseil.

Si le Premier ministre suédois n'a pas mentionné la date de publication de la liste des candidats aux postes de commissaires européens, le Président de la Commission européenne a expliqué qu'il souhaitait former une équipe composée d'Européens compétents et engagés, dotée d'un fort mandat démocratique et ayant la capacité d'agir, conformément au Traité de Lisbonne.

Les positions des différents groupes politiques peuvent être résumées comme suit :

- Le président du **PPE** a invité M. Barroso à désigner au plus vite les commissaires, et à répartir leurs compétences, avant qu'ils ne soient interrogés par le Parlement européen dans le cadre d'auditions aussi approfondies que possible.
- Le groupe **S&D** a demandé que la nouvelle Commission respecte un équilibre géographique et une parité homme-femme.
- Le chef de file du groupe **ALDE** a souhaité que le poste de Président du Conseil soit occupé par quelqu'un qui croit en l'intégration européenne et qui soit attaché à la « méthode communautaire ».
- La représentante des **Verts** a quant à elle souligné la nécessité d'avoir des hommes et des femmes de première importance au sommet des institutions européennes, tout en déplorant qu'il n'y ait aucun indice en sens.

Certains députés ont critiqué la manière dont le débat a été mené au niveau européen. Le Groupe **ECR** a déploré que la discussion se concentre principalement sur la répartition des postes. Le représentant du groupe **GUE/NGL** aurait souhaité que le débat porte davantage sur les politiques concrètes. Le groupe **EFD** a affirmé pour sa part que la question du chômage était plus importante que celle des carences de l'Europe en matière de diplomatie.